

**Mémoire présenté par
l'Association Québécoise des
Avocates et Avocats en Droit
de l'Immigration**

AQAADI

*Sur la Loi sur la Citoyenneté, dans
le cadre des audiences pan
canadiennes révisées du Comité
permanent de la Citoyenneté et de
l'Immigration de la Chambre de
Communes*

Avril 2005

**Memoir presented by
l'Association Québécoise des
Avocates et Avocats en Droit
de l'Immigration**

AQAADI

*On the Citizenship Act, during the
revised cross Canada hearings of
the House of Common Standing
Committee on Citizenship and
immigration*

April 2005

TABLE DES MATIÈRES		TABLE OF CONTENTS	
Mémoire sur la Loi sur La Citoyenneté		Memoir on the Citizenship Act	
Préface	P.4	Preface	P.4
I. Introduction	P.4	I. Introduction	P.4
II. Droit à la citoyenneté	P.9	II. Right to Citizenship	P.9
1. Préambule de la loi	P.9	1. Preamble of the Act	P.9
2. Serment	P.10	2. Oath	P.9
3. Critères de résidence	P.10	3. Residency requirements	P.10
4. Enfants adoptés par des canadiens à l'étranger – Art.9 du projet de loi C-18	P.12	4. Children Adopted by Canadians – Section 9 of Bill C-18	P.12
Présomption d'amission légale	P.14	5. Presumption of lawful admission	P.13
6. Délais de traitement	P.14	6. Timely processing	P.13
III. Perte de la citoyenneté	P.16	III. Loss of Citizenship	P.15
1. Contestation du droit à la citoyenneté	P.16	1. Challenging the right to citizenship	P.15
2. Révocation/Annulation de la citoyenneté	P.21	2. Revocation/Annulment of Citizenship	P.19
3. Refus du G. en C. d'accorder	P.25	3. Denial of Citizenship by	P. 22

la citoyenneté		Governor in Council	
4. Rétention du certificat/carte de citoyenneté	P.26	4. Retention of Citizenship certificate/card	P.23
IV. Sélection et pouvoirs des juges	P.26	IV. Selection and powers of Citizenship judges	P.24
V. Sommaire des recommandations	P.27	V. Summary of Recommendations	P.25
VI. Conclusions	P.35	VI. Conclusions	P.32
RÉSUMÉ	P.39	SUMMARY	P.42

PRÉFACE

L'AQAADI est une association à but non-lucratif créée en 1992, qui regroupe des avocats membres du Barreau du Québec, experts en questions d'immigration, s'étendant autant à l'immigration économique qu'aux droits des réfugiés.

Notre mandat consiste à représenter l'intérêt de nos membres, mais plus particulièrement à s'assurer que les programmes d'immigration sont solides, équitables, et qu'il viennent rejoindre les objectifs de la population canadienne.

I. INTRODUCTION

L'AQAADI apprécie l'opportunité offerte de commenter la *Loi sur la citoyenneté*.

Depuis 1977, il y a eu plusieurs tentatives afin de mettre à jour et renforcer la *Loi sur la Citoyenneté*. Des consultations publiques ont eu lieu durant les gouvernements Conservateurs et Libéral, des rapports furent publiés pour fin de discussion, des

PREFACE

AQAADI is a non profitable organisation founded in 1992 and formed of Lawyers, members in good standing of the Quebec Bar and experts in immigration matters; whether in business immigration or refugee protection. The scope of our mandate is to represent our members' best interests, but also to make sure that the Federal and Provincial immigration programs are strong, equitable and reach the Canadians' goals.

I. INTRODUCTION

L'AQAADI welcomes the opportunity to comment on the *Citizenship Act*.

Since 1977, there were many attempts to update and strengthen *Canada's Citizenship Act*. Public input was received during the Progressive Conservative and Liberal governments, discussion papers were released, a series of bills followed but it all

<p>projets de loi suivirent mais ils sont tous demeurés lettres mortes soient devant la Chambre des Communes ou le Sénat.</p> <p>Récemment (18 avril 2005), l'Honorable Ministre Joe Volpe a annoncé diverses mesures afin de réduire le délai de traitement des demandes de citoyenneté. Il s'est aussi engagé à porter de 60 à 55 ans l'âge auquel un demandeur peut bénéficier d'une dispense d'examens portant sur ses habiletés linguistiques et sa connaissance du Canada.</p> <p>Cette annonce faisait suite au discours du Trône d'octobre 2004, où le gouvernement a indiqué son intention de présenter un nouveau projet de loi sur la citoyenneté en ces termes :</p> <p><i>« Notre engagement profond à l'égard des droits de la personne et du respect mutuel cimenter nos collectivités. Le gouvernement est déterminé à défendre ces valeurs. Il modernisera la loi sur la citoyenneté du Canada pour réaffirmer les droits et les devoirs relatifs à la citoyenneté canadienne ainsi que les valeurs que constituent le multiculturalisme, l'égalité entre les sexes et la dualité linguistique. »</i></p> <p>L'AQAADI accueille chaleureusement une telle nouvelle et entend élaborer à ce sujet dans les lignes qui suivent.</p> <p>Même si le projet de loi C-18 se distingue de la Loi sur la Citoyenneté à plusieurs</p>	<p>died either on the House of Common or Senate Order paper.</p> <p>More recently (April 18, 2005), the Honourable Joe Volpe announced various measures in order to reduce the delay in the processing of citizenship applications. He will undertake to reduce from 60 to 55 the age at which citizenship applicants are exempt from passing the exams testing their language ability and knowledge of Canada.</p> <p>This announcement followed the Speech from the Throne of October 2004, during which the government indicated its intention to introduce new citizenship legislation, stating:</p> <p><i>“What makes our communities work is our deep commitment to human rights and mutual respect. The Government is committed to these values. It will modernize Canada’s Citizenship Act to reaffirm the responsibilities and rights of Canadian citizenship and our values of multiculturalism, gender equality and linguistic duality.”</i></p> <p>AQAADI warmly welcomes such measures, which they intend to address in the following lines.</p> <p>Although Bill C-18 significantly departed from the <i>Citizenship Act</i>, it did not reflect the values and commitment expressed in the</p>
---	---

<p>de la <i>Loi sur la Citoyenneté</i> à plusieurs égards, il ne reflète pas les valeurs et engagements exprimés lors du discours du Trône d'octobre 2004, valeurs partagées par les Canadiens bien avant que ce discours ne soit prononcé.</p> <p>Même si le nouveau Ministre a demandé au Comité de consulter les Canadiens sur les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que la nouvelle loi sur la citoyenneté devrait inclure un préambule faisant état des droits et responsabilités attachés à la citoyenneté? • Est-ce que l'acquisition de la citoyenneté par la naissance devrait être limitée? • Quels devraient être les critères d'attribution de la citoyenneté? • Quelles raisons justifieraient la révocation de la citoyenneté et quelle serait la procédure appropriée? • Que devrait être le serment de citoyenneté? • De quel type de stratégie d'engagement à la citoyenneté doit se doter le Canada afin de s'assurer de la reconnaissance et de la 	<p>Speech from the Throne of October 2004, values which were those of Canadians even before that speech.</p> <p>Even if the new Minister has requested that the Committee consults Canadians with respect to the following issues¹:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Should new citizenship legislation include a preamble setting out the rights and responsibilities of citizenship? • Should there be limits placed on the way citizenship can be obtained by birth? • What should be the criteria for granting citizenship to newcomers? • What are the appropriate reasons to remove citizenship and what process would be most appropriate? • What should be the text of a new citizenship oath? • What sort of citizenship engagement strategy does Canada need to make sure that citizenship is recognized and celebrated? <p>AQAADI will go further and address other topics of Canada's current <i>Citizenship Act</i>.</p> <p>AQAADI is of the opinion that the Canadian citizenship should be defined and that the</p>
---	---

<p>célébration de la citoyenneté?</p> <p>L'AQAADI ira plus loin et adressera aussi d'autres sujets relatifs à la Loi sur la Citoyenneté.</p> <p>L'AQAADI est d'avis que la citoyenneté canadienne devrait être définie et que le serment de citoyenneté devrait être modifié afin de faire comprendre aux futurs canadiens la valeur de la citoyenneté canadienne et les obligations qui s'y rattachent. L'AQAADI suggérera ainsi une définition de la citoyenneté canadienne et un nouveau serment de citoyenneté.</p> <p>Ce mémoire adressera aussi la préoccupation continue et croissante de l'AQAADI à l'égard des dispositions portant sur l'obtention et la perte de la citoyenneté.</p> <p>Plus particulièrement, l'AQAADI s'intéresse aux dispositions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les demandes de citoyenneté d'enfants adoptés à l'étranger par des canadiens; -Les critères de résidence applicables aux résidents permanents demandant la citoyenneté; 	<p>oath be updated to impress on future Canadians the value of the Canadian citizenship and the obligations tie to it. AQAADI will therefore suggest a definition of Canadian citizenship and a new oath.</p> <p>This memorandum will also address AQAADI's continuous and growing concerns with provisions respecting obtaining and loss of citizenship.</p> <p>More particularly AQAADI expresses concerns about provisions on:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Citizenship applications by children adopted abroad by Canadian citizens; -Residency requirements for permanent residents seeking Canadian citizenship; - Opposition proceedings; -Revocation proceedings; -Annulment of Citizenship; -Secret evidence proceedings; -Replacement of citizenship judges by citizenship commissioners; -Powers of Citizenship judges.
---	---

<p>-Les procédures de contestation de demande de citoyenneté;</p> <p>-Les procédures de révocation de la citoyenneté;</p> <p>-Les procédures d'annulation de la citoyenneté;</p> <p>-Les éléments de preuve gardés secrets;</p> <p>-Le remplacement des juges de la citoyenneté par des commissaires à la citoyenneté;</p> <p>-Le pouvoir des juges de la citoyenneté.</p>	
--	--

II. DROIT À LA CITOYENNETÉ

1. Préambule de la loi

Afin de faire comprendre aux futurs canadiens la valeur de la citoyenneté canadienne et les obligations qui s'y rattachent, une définition de ce qu'implique d'être citoyen canadien devrait apparaître dans le préambule de la loi.

L'AQAADI propose le préambule suivant :

« Être citoyen canadien s'est de vivre dans un pays d'équité, de tolérance, d'égalité et de paix; un pays où tous sont traités équitablement et où nous partageons tant les droits que les obligations rattachées à la citoyenneté.

Cela implique que tous participent activement à la construction du pays que nous partageons, que tous participent pleinement et également à la vie politique, que tous obéissent aux lois canadiennes, respectent les droits d'autrui, leur culture, leur religion et leurs croyances. Un canadien supporte et promeut les idéaux et valeurs canadiennes; il est la somme de ces

II. RIGHT TO CITIZENSHIP

1. Preamble of the Act

To impress on future Canadians the value of the Canadian citizenship and the obligations tie to it, a definition of what it is to be a Canadian should appear in the preamble of the Act.

AQAADI proposes the following preamble:

“To be a Canadian Citizen is to live in a land of fairness, tolerance, equality and peace; a land where all are treated fairly and where we share equal rights and responsibilities.

It also means that each take an active part in building the country we share, participate fully and equally in the political process, obey Canada's laws, respect the rights of others, their culture, religion and belief. A Canadian supports and promotes Canada's ideal and values, He is the sum of these values and traditions.”

2. Oath

To further impress on future Canadians the value of the Canadian citizenship and the obligations tie to it to the fullest extent

<p><i>valeurs et traditions. »</i></p> <p>2. Serment</p> <p>Afin de mieux faire comprendre aux futurs canadiens la valeur de la citoyenneté canadienne et les obligations qui s’y rattachent, le serment de citoyenneté devrait refléter la définition de ce que s’est que d’être canadien.</p> <p>L’AQAADI propose ainsi le serment suivant :</p> <p><i>« Je jure que je respecterai les droits d’autrui, leurs traditions, leur culture, leurs valeurs, leur religion et croyances. Je participerai activement à bâtir ce merveilleux pays, je participerai à la vie nationale et politique, je respecterai les lois canadiennes.</i></p> <p><i>Je respecterai l’héritage canadien, je vais supporter et promouvoir les idéaux et les valeurs canadiennes. »</i></p> <p>3. Résidence</p> <p>Afin de défendre les valeurs du Canada, le gouvernement devrait avant tout éliminer de la loi les critères discriminatoires d’acquisition de la citoyenneté, il devrait</p>	<p>obligations tie to it to the fullest extent possible, the oath should reflect the definition of what it is to be a Canadian.</p> <p>AQAADI therefore proposes the following oath:</p> <p><i>“I swear that I will respect the rights of others, their traditions, culture, values, religion and beliefs. I will actively participate in building this wonderful country, its national life, its political process and obey Canada’s laws.</i></p> <p><i>I will care for Canada’s heritage, support and promote Canada’s ideal and values.”</i></p> <p>3. Residency</p> <p>In order to uphold Canada’s values the government should first eliminate double standards in the means to acquire Citizenship, act fairly and in a transparent manner.</p> <p>Granting citizenship to all newborn on Canadian soil, regardless of their parents’ status while others have to go through a lengthy process, after having made numerous sacrifices and overcome many challenges in order to get that citizenship, constitutes double standard.</p>
--	--

<p>agir équitablement et de façon transparente.</p> <p>Accorder la citoyenneté à tous nouveau-nés sans égard au statut de ses parents au Canada alors que d'autres se voient imposés un lourd processus impliquant de nombreux sacrifices et alors qu'ils doivent surmonter de multiples obstacles; cela constitue de la discrimination.</p> <p>L'AQAADI propose que:</p> <p>La citoyenneté canadienne soit accordée aux enfants nés en sol canadien après le 1 juin 2005, si au moment de la naissance, l'un des parents était citoyen canadien, résident permanent ou demandeur d'asile qui est subséquemment reconnu réfugié par décision ou jugement final après avoir épuisé tout droit d'appel, le cas échéant. Cette disposition ne doit pas être interprétée de façon à créer des apatrides, en quel cas ces enfants seront citoyens à la naissance.</p> <p>L'absence de définition du critère de résidence requis pour l'obtention de la citoyenneté a créé un état d'incertitude face au processus d'attribution de la citoyenneté. L'absence de droit d'appel a empêché la Cour d'appel fédérale de régler une fois pour toute la dichotomie prévalant en</p>	<p>AQAADI proposes the following:</p> <p>Canadian citizenship be granted to the children born on Canadian soil after June 1st 2005, if at the time of birth, one of the parent was a Canadian citizen, a permanent resident or a refugee claimant who subsequently is recognized as a refugee by a final decision or judgement after having exhausted his appeal rights, if any.</p> <p>This provision should not be construed as to cause a child to be stateless. In such a case, the child should be a Canadian citizen by birth.”</p> <p>The lack of residency definition has created uncertainty in the citizenship process. The absence of appeal rights has prevented our Appeal Courts to solve the existing opposing views adopted by Federal Court judges. This has to stop.</p> <p>AQAADI proposes the following definition:</p> <p>“A Permanent resident is entitled to apply for the Canadian Citizenship if, during the 6 years preceding his application, he has been physically present in Canada during a period totalising 3 years.”</p> <p>In order to eliminate the 4 inches tick Citizenship file, the government will need to</p>
---	---

<p>première instance. Ceci doit cesser.</p> <p>L'AQAADI propose la définition suivante :</p> <p>« Un résident permanent peut déposer une demande de citoyenneté si, durant les 6 années précédant le dépôt de sa demande, il a été physiquement présent au Canada durant une période totalisant 3 ans. »</p> <p>De plus, dans le but d'éliminer les dossiers de citoyenneté atteignant 4 pouces d'épaisseur, le gouvernement doit implanter un système de lecture électronique des cartes de résidence permanente et forcer ses officiers à en prendre lecture à chaque entrée et sortie des résidents permanents. Sans cela, le problème de preuve vécu actuellement subsistera.</p> <p>Rendons-nous à l'évidence, la technique du calcul des timbres apposés au passeport ne fonctionne pas, tout simplement parce que les officiers n'apposent pas de timbre de sortie et n'apposent pas toujours le timbre d'entrée à chaque entrée du résident permanent.</p> <p>4. Enfants adoptés à l'étranger par des</p>	<p>implement an electronic reading system of the permanent residency card and force its officers to scan it at each entry and exit. Other than that, we will be caught with the same evidentiary problems occurring now.</p> <p>Lets face it, the <i>Stamp technique</i> does not work because the border officers do not stamp the permanent resident's passport at every entry and they do not stamp it for exits.</p> <p>4. Children adopted abroad by Canadian Citizens</p> <p>The process proposed in Bill C-18, Section 9 has the advantage of eliminating the lengthy permanent residency process applicants needed to go through and allow them to apply for citizenship directly for their adopted child. However, it also deprives applicant of a right of appeal even if the same considerations are examined as in a permanent resident application (i.e. section 117 IRPA).</p> <p>AQAADI proposes that a right of appeal to IAD be maintained since they have the required experience with such questions. Furthermore, to eliminate the problem caused by the fact that the citizenship judges can revisit the legality of the adoption</p>
---	--

<p>citoyens canadiens</p> <p>La procédure proposée à la section 9 du projet de loi C-18 a l'avantage d'éliminer le lourd processus de demande de résidence permanente par lequel devaient passer les parents et leur permet maintenant d'introduire immédiatement une demande de citoyenneté pour leur enfant. Cependant, cette procédure proposée les prive d'un droit d'appel alors même que les considérations sous 117 L.I.P.R. sont analysées par le juge de citoyenneté.</p> <p>L'AQAADI propose que le droit d'appel à la SAI soit maintenu puisque qu'ils ont l'expérience requise en la matière.</p> <p>De plus, afin d'éliminer le problème causé par le fait que le juge peut revisiter la question de la légalité de l'adoption même si telle adoption est confirmée par jugement d'un tribunal étranger compétent; en de telles circonstances la réévaluation de la légalité de l'adoption devrait être interdite (il devrait aussi en être ainsi sous la L.I.P.R.).</p> <p>De fait, lorsqu'un agent de visa refuse la demande de parrainage pour le motif que l'adoption n'est pas légale, (selon lui et avec ses connaissances légales limitées), les</p>	<p>although recognized or granted by judgment of a Court of competent jurisdiction abroad, "revisiting" in such a case should be forbidden (as it should be under I.R.P.A).</p> <p>In fact, when a visa officer decides that an adoption is not legal and refuses an application on that ground (according to him with his limited legal knowledge on the subject), Applicants are prevented from pleading humanitarian considerations in front of the Appeal Division. When SAI finds that the adoption is not legal, they deny having jurisdiction and refuse to hear the humanitarian considerations arguments.</p> <p>5. Presumption of lawful admission</p> <p>Bill C-18 eliminated the presumption of lawful admission under 2 (2) b) of the Act. AQAADI proposes that it be maintained.</p> <p>6. Timely processing</p> <p>Failure to process citizenship application in a timely manner is also a manifestation of disrespect for those the government thrived to attract.</p> <p>AQAADI proposes that the processing of a citizenship application take place in the following fashion:</p>
--	---

<p>requérants sont empêchés de plaider les considérations humanitaires devant la division d'appel. Lorsque la SAI décide que l'adoption n'est pas légale, elle ne peut avoir juridiction sur le litige et refuse ainsi d'entendre les arguments humanitaires.</p>	<p>The government should establish a <u>complete</u> list of required documents (no more guessing games) and questionnaire, which should be filed, and file by an applicant at the beginning of the process.</p>
<p>5. Présomption d'admission légale</p> <p>Le projet de loi C-18 élimine la présomption d'admission légale (Art. 2(2)b de la loi).</p>	<p>The Citizenship division has 30 days to review the material, to request additional documents; if none are needed, to schedule the applicant to a written exam on his knowledge of Canada and language ability;</p>
<p>L'AQAADI propose que cette présomption soit maintenue.</p>	<p>Upon receipt of the additional documents, the citizenship division have 10 days to schedule the applicant to a written exam on his knowledge of Canada and language ability;</p>
<p>6. Délais de traitement</p> <p>Le défaut de traiter les demande de citoyenneté rapidement constitue un manque de respect à l'égard de ceux que le gouvernement s'est efforcé d'attirer.</p>	<p>The Citizenship division has 10 days to review the exams result and to advise the successful applicant that a hearing will be scheduled or of the date of the oath ceremony.</p>
<p>L'AQAADI propose que le processus de traitement des demandes se déroule comme suit :</p>	<p>If a hearing in front of a judge is warranted, within that same 10 days, the Citizenship division should advise the applicant and schedule it at a time convenient to applicant.</p>
<p>Le gouvernement devrait établir une liste <u>complète</u> des documents requis (plus de devinettes) et questionnaire à remplir. Le tout devrait être soumis avec la demande</p>	<p>At the hearing, the judge should focus on the residency criteria <u>and not revisit</u> the applicant's knowledge of the country and language ability.</p>

<p>lors du dépôt initial.</p> <p>Le département de citoyenneté aura 30 jours afin de réviser le matériel soumis, afin de requérir les documents additionnels jugés nécessaires; si rien d'autre n'est requis, dans le même délai il devra convoquer le demandeur à un examen de connaissance des langues officielles et du Canada.</p> <p>Si des documents additionnels sont requis sur réception, le département de citoyenneté aura 10 jours pour convoquer le demandeur à un examen de connaissance des langues officielles et du Canada.</p> <p>Une fois l'examen passé, le département de citoyenneté aura 10 jours pour réviser le résultat et pour aviser le candidat de sa réussite ou de son échec. Dans le même délai il devra convoquer, si requis, le candidat ayant réussi, à une audience. Dans le cas contraire il devra l'inviter, dans le même délai, à prêter serment à une date donnée.</p> <p>Si une audience est requise, durant le même délai de 10 jours, le département de citoyenneté devra fixer la date de celle-ci à un jour convenant au demandeur.</p>	<p>language ability.</p> <p>In any events, CIC, the Minister's, the citizenship process, their enquiries, should not prevent the applicant from getting a decision within one (1) year.</p> <p>III. LOSS OF CITIZENSHIP</p> <p>1. Challenging the right to Citizenship</p> <p>AQAADI proposes that if the Minister chooses to challenge the citizenship application it also has 30 days from the filing of the application to advise applicant and forward all the evidence (affidavit and documents) it intends to submit.</p> <p>AQAADI is against the creation or delegation of investigations to an investigation Committee. It will only serve to delay and weight down the process. A permanent resident is entitled to be investigated by an independent body rather than by the right arm of the one who is trying to deny him access to Canadian Citizenship.</p> <p>In any event, if the government goes ahead with the creation or delegation of investigations to a Committee, AQAADI proposes that:</p> <p>It have to abide by strict dead lines and</p>
--	---

<p>Lors de l'audience, le juge devra se concentrer sur les critères de résidence et non pas revisiter les connaissances du demandeur des langues officielles et du Canada.</p>	<p>report to a Citizenship judge. The enquiry process should be transparent and the permanent resident affected should benefit from full disclosure of the enquiry methods and evidence.</p>
<p>A tout événement, CIC, le Ministre, le processus de citoyenneté, les enquêtes ne pourront pas empêcher le demandeur d'obtenir une décision à l'intérieur de 1 an du dépôt de sa demande.</p>	<p>The permanent resident should also have the possibility to defend himself; present evidence and cross-examine the Minister's witnesses or those who gave the evidence in the Minister's favour.</p>
<p>III. PERTE DE LA CITOYENNETÉ</p>	<p>A contradictory hearing process should take place, applicant will have 60 days to file a defence and relevant evidence and a hearing should be scheduled in the following month, in front of a Citizenship judge.</p>
<p>1. Contestation du droit à la citoyenneté</p>	<p>Similar rules then the one applicable to an action in Federal Court should be adopted, preliminary motions could be presented, examination out of court could take place etc....</p>
<p>L'AQAADI propose que si le Ministre décide de contester une demande de citoyenneté, il aura 30 jours du dépôt de la demande pour le faire, en aviser le demandeur et lui transmettre toute la preuve (documents et affidavit) qu'il entend soumettre.</p>	<p>As mentioned above, CIC, the government, the citizenship division, their enquiry bodies, should not prevent applicant from getting a decision within one (1) year of the filing of the application. This is the only solution to prevent CIC, their left and right arms from dragging their feet. If their enquiry units could not find anything during the permanent</p>
<p>L'AQAADI est contre la création ou la délégation des enquêtes à un comité d'enquêtes. Cela ne fera que ralentir et alourdir le processus. Un résident permanent est en droit de se faire enquêter par un tribunal indépendant plutôt que par le bras droit de celui qui conteste son droit à</p>	

<p>la citoyenneté.</p> <p>A tout événement, si le gouvernement va de l'avant avec son projet de création ou de délégation d'enquêtes à un Comité d'enquêtes, l'AQAADI propose que :</p> <p>Ce comité soit obligé de respecter des délais de rigueur et se rapporte au juge de la citoyenneté. Le processus d'enquête devrait se dérouler en toute transparence et le résident permanent affecté devrait avoir accès à une divulgation complète des méthodes d'enquête et de la preuve.</p> <p>Le résident permanent devrait aussi avoir le droit de se défendre, présenter de la preuve et de contre interroger les témoins du Ministre ou ceux qui ont fourni les documents favorisant la position du Ministre et qui seront déposés en preuve.</p> <p>Une audition suivant un processus contradictoire devrait être tenue, le demandeur aura 60 jours afin de déposer sa défense et sa preuve et l'audition devra être fixée dans le mois qui suit devant un juge de la citoyenneté.</p> <p>Des règles similaires à celles applicables à une action en Cour fédérale devraient être</p>	<p>residency process, with all the communications and enquiry means available in this millennium, it is unlikely that they will find anything at the citizenship stage. The judgment of Justice Phelan in the <i>Warach</i>ⁱⁱ case is eloquent in this regard:</p> <p><i>“... The respondent’s excuses for inaction are not acceptable. The Applicant filed an application for permanent residence more than 4 years ago and thereafter his application was processed with glacial speed. Despite the Applicant filing all the evidence required, it was necessary for him to seek mandamus requiring the Minister to act on his landing application. Justice Pinard granted the mandamus order on May 27, 2004 and ordered the Minister to make a decision within six (6) months, subject to the right to file a motion for an extension of time with evidence justifying such a request.</i></p> <p><i>The delay in this case all seems to stem from the failure of the Minister to obtain advice from INTERPOL/Pakistani authorities regarding the applicant’s criminality status. While some contact with INTERPOL was made following Justice Pinard’s order, there was precious little real action on the file despite the dead line set by Justice Pinard. It was not until 17 days before the expiry of Justice Pinard’s deadline that the respondent informed INTERPOL of the looming Court ordered deadline. [T]he Respondent filed a motion in writing requesting a further six (6) month extension on the basis that officials had not heard back from INTERPOL. There is no evidence that Respondent felt any particular pressure to comply with Justice Pinard’s mandamus order. In fact, the matter did not come before the Court until the deadline had passed. No effort was made to expedite the request or to</i></p>
--	--

<p>adoptées, des requêtes préliminaires pourraient être présentées et des interrogatoires hors cours pourraient avoir lieu, etc...</p>	<p><i>deal with the matter in advance of the expiry of the deadline.</i></p>
<p>Tel que mentionné plus haut, CIC, le gouvernement, la division de citoyenneté, leurs comités et corps d'enquêtes ne pourront empêcher le demandeur d'obtenir une décision à l'intérieur de un (1) an du dépôt de sa demande. Il s'agit là de la seule solution afin d'empêcher CIC, ses bras droit et gauche de se traîner les pieds. Si leurs corps d'enquête n'ont rien pu trouver durant le traitement de la demande de résidence permanente, avec tous les moyens de communication et d'enquêtes disponibles dans ce millénaire, il est peu probable qu'ils trouvent quoi que ce soit lors du traitement de la demande de citoyenneté. Le jugement de l'Honorable juge Phelan dans l'affaire <i>Warach</i>¹ est for éloquent à ce sujet (citation en anglais) :</p>	<p><i>On December 7, 2004, I extended the mandamus for approximately 6 weeks to January 25, 2005 and directed that both INTERPOL and Pakistani authorities be informed of the Court ordered deadline of January 24, 2005. The day after the expiry of that new deadline, the Respondent filed another request for an extension so that the Minister would not have to decide the matter until one month after receipt of the criminal and security checks. The reason for now raising the issue of security checks is that by virtue of the Respondent's delays, the CSIS clearance had expired. Parenthetically, it should be noted that the earlier delays caused the Applicant's medical clearance to expire. After the Order of December 7, 2004, [...] the Respondent advised INTERPOL Ottawa (the RCMP) of the deadline and then did nothing for six weeks until the very date set by the Court for the Respondent to comply with the mandamus Order. As the respondent reviewed the file, it was determined that the CSIS clearance had also lapsed. CSIS appears to be singularly uncooperative with respect to reinstating or updating the clearance. If necessary, the Court would not hesitate to make the necessary orders to address this issue. It also transpires that the Department of Foreign Affairs and International Affairs took approximately one month to convey the message of a pressing deadline to their Pakistani counterparts.</i></p>
<p><i>“... The respondent's excuses for inaction are not acceptable. The Applicant filed an application for permanent residence more than 4 years ago and thereafter his application was processed with glacial speed. Despite the Applicant filing all the evidence required, it was necessary for him to seek mandamus requiring the Minister to act on his landing application. Justice Pinard granted the mandamus order on May 27, 2004 and ordered the Minister to</i></p>	<p><i>In my view, the Respondent and others have shown an unacceptable level of prevarication or equivocation. The law required the respondent to comply with both the letter and spirit of Justice Pinard's Order and to show due diligence in attempting to comply with the Court's deadline. This has not been done. It is no</i></p>

<p>make a decision within six (6) months, subject to the right to file a motion for an extension of time with evidence justifying such a request.</p> <p>The delay in this case all seems to stem from the failure of the Minister to obtain advice from INTERPOL/Pakistani authorities regarding the applicant's criminality status. While some contact with INTERPOL was made following Justice Pinard's order, there was precious little real action on the file despite the dead line set by Justice Pinard. It was not until 17 days before the expiry of Justice Pinard's deadline that the respondent informed INTERPOL of the looming Court ordered deadline. [T]he Respondent filed a motion in writing requesting a further six (6) month extension on the basis that officials had not heard back from INTERPOL. There is no evidence that Respondent felt any particular pressure to comply with Justice Pinard's mandamus order. In fact, the matter did not come before the Court until the deadline had passed. No effort was made to expedite the request or to deal with the matter in advance of the expiry of the deadline.</p> <p>On December 7, 2004, I extended the mandamus for approximately 6 weeks to January 25, 2005 and directed that both INTERPOL and Pakistani authorities be informed of the Court ordered deadline of January 24, 2005. The day after the expiry of that new deadline, the Respondent filed another request for an extension so that the Minister would not have to decide the matter until one month after receipt of the criminal and security checks. The raison for now raising the issue of security checks is that by virtue of the Respondent's delays, the CSIS clearance had expired. Parenthetically, it should be noted that the earlier delays caused the Applicant's</p>	<p>answer to engage in bureaucratic exchanges with INTERPOL and not exhibit a sense of urgency. Given today's communication facilities there is no reason why communications to a foreign government should take a month – not if there has been a real interest in not only conveying the information but having it acted upon. The Respondent's responsibilities include not only dealing with criminal and security clearances but also in carrying out its duty to render a decision in a reasonable time. If the Government of Canada has been unable to secure working mechanisms with international police agencies or foreign governments sufficient to meet its legal obligations under Canadian law, that is not the responsibility of the Applicant. Just as delays for removing persons from Canada who have no status to be here brings the efficacy of the immigration system into question, so does delay in deciding who should be admitted. The Court has given more extensive reasons than a motion of this nature usually requires so that there is a clear record for officials and for the Court (if it has to deal with this matter for some reason) as to why this motion was denied. The Court expects the respondent to now comply with Justice Pinard's Order and make the necessary decision, one way or the other.”(Our emphasis)</p> <p>In front of such disregard for Court's order, one cannot leave it to the Minister to self discipline or to discipline his employees, CSIS and the RCMP.</p> <p>2. Revocation/Annulment of citizenship</p> <p>Similarly, AQAADI proposes that the Minister be imposed strict deadlines to ask for a revocation of Citizenship (section 16)</p>
---	---

<p><i>medical clearance to expire. After the Order of December 7, 2004, [...] the Respondent advised INTERPOL Ottawa (the RCMP) of the deadline and then did nothing for six weeks until the very date set by the Court for the Respondent to comply with the mandamus Order. As the respondent reviewed the file, it was determined that the CSIS clearance had also lapsed. CSIS appears to be singularly uncooperative with respect to reinstating or updating the clearance. If necessary, the Court would not hesitate to make the necessary orders to address this issue. It also transpires that the Department of Foreign Affairs and International Affairs took approximately one month to convey the message of a pressing deadline to their Pakistani counterparts.</i></p> <p><i>In my view, the Respondent and others have shown an unacceptable level of prevarication or equivocation. The law required the respondent to comply with both the letter and spirit of Justice Pinard's Order and to show due diligence in attempting to comply with the Court's deadline. This has not been done. It is no answer to engage in bureaucratic exchanges with INTERPOL and not exhibit a sense of urgency. Given today's communication facilities there is no reason why communications to a foreign government should take a month – not if there has been a real interest in not only conveying the information but having it acted upon. The Respondent's responsibilities include not only dealing with criminal and security clearances but also in carrying out its duty to render a decision in a reasonable time. If the Government of Canada has been unable to secure working mechanisms with international police agencies or foreign governments sufficient to meet its legal obligations under Canadian law, that is not</i></p>	<p>for a revocation of Citizenship (section 16). The Minister should have 10 days from the day it becomes aware of the evidence leading to a revocation (including his right and left arms awareness).</p> <p>AQAADI believes that the annulment process (section 18) is unfair; it is just a way to deprive a citizen of his basic appeal rights and of the right to defend himself to the fullest extent possible.</p> <p>AQAADI proposes that this section be removed. It also creates <i>second class citizens</i> who do not enjoy the same rights then others. The grounds for annulment should become grounds for revocation.</p> <p>Section 28 should be scrutinized as far as the foreign convictions and accusations are concerned.</p> <p>Since not all countries have a fair judicial system, AQAADI proposes that revocation/annulment be possible only if the Canadian citizens has been convicted and if the Canadian Citizen has not been convicted in other countries then United States, France, UK, Australia, Switzerland, Spain, Italy, Portugal, Germany or the Caribbean.</p> <p>AQAADI also proposes that the Minister be</p>
--	--

<p><i>the responsibility of the Applicant. Just as delays for removing persons from Canada who have no status to be here brings the efficacy of the immigration system into question, so does delay in deciding who should be admitted. The Court has given more extensive reasons than a motion of this nature usually requires so that there is a clear record for officials and for the Court (if it has to deal with this matter for some reason) as to why this motion was denied. The Court expects the respondent to now comply with Justice Pinard's Order and make the necessary decision, one way or the other."</i>(Our emphasis)</p>	<p>bound by the rules of evidence and have the burden of proof. No presumption against the affected Canadian Citizen or reversal of burden of proof against him should apply. The rule should be the full disclosure of evidence and of the investigation methods. The Minister however, could present a motion to the Federal Court to keep certain information and documents confidential (Section 23 to 27 of the Act).</p>
<p>Devant tant d'indifférence de la part du Ministre à l'égard d'une ordonnance de la Cour fédérale, nous ne pouvons tout simplement pas compter ni s'attendre à ce qu'il s'autodiscipline ou à ce qu'il discipline ses employés, la CSIS ou la GRC.</p>	<p>Having access to the Judicial review is simply not enough. In an Appeal the judge can render the decision that should have been rendered and is not limited to reviewable errors.</p>
<p>2. Révocation/Annulation de la citoyenneté</p>	<p>The Federal Court being already familiar with security issues and revocation procedures, it should still have jurisdiction over such proceedings.</p>
<p>De façon similaire à ce qui précède, l'AQAADI propose que le Ministre se voie imposer des délais de rigueur à respecter afin de demander la révocation de la citoyenneté (Section 16). Le Ministre ne devrait avoir que 10 jours de sa connaissance/conscience de la preuve menant à une demande de révocation (incluant la connaissance/conscience de ses</p>	<p>AQAADI proposes a non-limited right of appeal in favour of the Citizen affected, including to the Federal Court of Appeal and the Supreme Court of Canada. Those appeal rights are after all, the basic rights enjoyed by any Canadian Citizens. Depriving them of these basic rights would create <i>second class citizens</i>.</p> <p>In any event, the Minister should not be</p>

<p>bras doit et gauche).</p> <p>L'AQAADI croit que le processus d'annulation (Section 18) est inéquitable et ne vise qu'à priver un citoyen de son droit d'appel et du droit de se défendre pleinement.</p> <p>L'AQAADI propose que cette section soit retranchée. Cela crée une catégorie de citoyen de <i>seconde classe</i> ne jouissant pas des même droits que les autres citoyens. Les motifs d'annulation deviendraient des motifs de révocation de la citoyenneté.</p> <p>La Section 28 devrait être scrutée à la loupe en ce qui concerne les accusations et condamnations à l'Étranger.</p> <p>Puisque les pays n'ont pas tous un système judiciaire équitable, l'AQAADI propose que la révocation/annulation soit possible seulement en présence d'une condamnation et si cette condamnation a été prononcée aux États-Unis, en France, au Royaume Uni, en Australie, Suisse, Espagne, Italie, Portugal, en Allemagne ou aux Caraïbes.</p> <p>L'AQAADI propose aussi que le Ministre soit tenu de respecter les règles de preuve et ait le fardeau de la preuve. Aucune</p>	<p>allowed to ask the revocation/annulment of the Citizenship after 3 years it was granted to the Citizen.</p> <p>The process of revocation/annulment should not cause an individual to become stateless.</p> <p>The citizen affected should be allowed to plead humanitarian and compassionate reasons at any stage, otherwise he will be in a less favourable position then if the misrepresentations for example, are found during the permanent residency process.</p> <p>Fairness also requires that an individual who is about to see his citizenship denied, revoked or annulled for alleged misrepresentations, criminality, security concerns, act of war of similar reasons, has the same financial means than his wealthy and aggressive opponent - Goliath. These procedures should be entirely at the Minister's costs, including lawyers' fees and the individual should have the right to ask for provisions for costs during the process. Only then Minister will refrain from making procedures based on unsubstantiated allegations of from dragging its feet.</p> <p>3. Denial of Citizenship by Governor in Council</p>
---	--

<p>présomption contre le citoyen canadien ou un renversement du fardeau de la preuve contre le citoyen ne devrait être applicable. La règle devrait être la divulgation complète de la preuve et des méthodes d'enquête mais le Ministre pourrait présenter une requête à la Cour Fédérale dans le but de conserver la confidentialité de certaines informations, pour cause (Section 23 à 27 de la loi).</p> <p>Le droit de demander le contrôle judiciaire d'une décision n'est tout simplement pas suffisant. En appel, la Cour peut rendre la décision qui aurait du être rendue et n'a pas à se limiter aux erreurs révisables.</p> <p>Comme la Cour Fédérale est déjà familière avec les questions de sécurité et la procédure de révocation, elle devrait encore avoir juridiction sur ces questions.</p> <p>L'AQAADI propose un droit d'appel complet en faveur du citoyen affecté, incluant à la Cour fédérale d'appel et à la Cour suprême du Canada. Ces droits d'appel sont après tout, des droits de base dont jouissent tous les citoyens. Les priver de ces droits crée une catégorie de citoyens de <i>seconde classe</i>.</p>	<p>Clause 21 of Bill C-18, provides that the Cabinet can deny citizenship to an applicant when “<i>there are reasonable grounds to believe that a person has demonstrated a flagrant and serious disregard for the principles and values underlying a free and democratic society.</i>”</p> <p>If this clause would be enacted in the revocation of citizenship section and applicable to Canadian born, it would entitle the Minister to revoke the Citizenship of many members of the House of Common forming the minority government. Who are they to stand as judges of what constitutes the principles and values underlying a free and democratic society?</p> <p>AQAADI condemns such arrogance and proposes that this provision be struck.</p> <p>4. Retention of Citizenship certificate/card</p> <p>Section 26 (3) of the Citizenship Regulation provides for the right to confiscate the citizenship certificate/card.</p> <p>AQAADI proposes that the Canadian Citizens affected by such procedures (Revocation/Annulment) be entitled to keep their certificate and/or card until a final decision is reached by the Court (including to the Federal Court of Appeal and Supreme</p>
---	--

<p>A tout événement, le Ministre ne devrait pas être autorisé à demander la révocation/annulation de la citoyenneté au-delà de trois (3) ans après qu'elle a été accordée.</p> <p>La procédure de révocation/annulation ne devrait pas créer d'apatride.</p> <p>De plus, le citoyen affecté devrait pouvoir plaider des considérations humanitaires à toutes étapes de la procédure car à défaut, il se retrouvera dans une situation plus désavantageuse que si les fausses représentations par exemple, avaient été découvertes durant le traitement de la demande de résidence permanente.</p> <p>L'Équité requière qu'un citoyen/résident permanent qui s'apprête à voir sa demande contestée ou son statut révoqué/annulé pour cause de fausses représentations, criminalité, sécurité, crime de guerre ou pour d'autres raisons semblables, jouisse des même moyens financiers que son riche et agressif adversaire – Goliath.</p> <p>Tous les frais afférents à ces procédures devraient être à la charge du Ministre incluant les honoraires d'avocat de l'individu affecté. Ce dernier devrait aussi avoir le droit de demander des provisions pour frais durant l'instance. Ce ne sera</p>	<p>to the Federal Court of Appeal and Supreme Court of Canada). A Citizen remains a Citizen until a final decision is rendered to the contrary.</p> <p>IV. SELECTION AND POWER OF CITIZENSHIP JUDGES</p> <p>With Bill C-18 the Government intends to replace Citizenship judges by public sector workers.</p> <p>The fact that the government chooses to abdicate legislative powers in favour of the Governor General, wishes to replace Citizenship judges by public sector workers and favours partisan judicial appointments also contributes to lessen the value of Citizenship.</p> <p>AQAADI is against the replacement of Citizenship judges by public sector workers (with all due respect for those occupying such a position) and favours fair and transparent judicial appointments of judges following a contest based on the candidates' experience, knowledge, belief and their ability to speak understand and read <u>both</u> official languages.</p> <p>Therefore AQAADI proposes that Citizenship judges be selected following a contest base on their experience, knowledge,</p>
--	---

<p>qu'avec de telles mesures que nous serons assurés que le Ministre n'entreprendra pas de procédures ou ne contestera pas une demande de citoyenneté en se fondant sur des allégations non soutenues par la preuve ou qu'il ne se traînera pas les pieds.</p>	<p>contest base on their experience, knowledge, belief and their ability to speak understand and read <u>both</u> official languages; and that their power be broadened to enable them to preside adversarial hearings.</p>
<p>3. Refus du Gouverneur en conseil d'accorder la Citoyenneté</p>	<p>V. SUMMARY OF RECOMMENDATIONS</p>
<p>La clause 21 du projet de loi C-18 prévoit que le cabinet peut refuser d'accorder la citoyenneté lorsqu'il « y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a démontré une flagrante et sérieuse indifférence à l'égard des principes et valeurs propres à une société libre et démocratique. »</p>	<p>AQAADI proposes the following preamble:</p> <p><i>“To be a Canadian Citizen is to live in a land of fairness, tolerance, equality and peace; a land where all are treated fairly and where we share equal rights and responsibilities.</i></p>
<p>Si cette clause se retrouvait dans la section « révocation » de la loi et s'appliquait aux canadiens de naissance, le Ministre pourrait révoquer la citoyenneté de plusieurs membres de la Chambre des communes formant le gouvernement minoritaire.</p>	<p><i>It also means that each take an active part in building the country we share, participate fully and equally in the political process, obey Canada's laws, respect the rights of others, their culture, religion and beliefs. A Canadian supports and promotes Canada's ideal and values, He is the sum of these values and traditions.”</i></p>
<p>Qui sont t'ils pour s'imposer comme juges de ce qui constitue des principes et valeurs propres à une société démocratique?</p>	<p>AQAADI proposes the following oath:</p> <p><i>“I swear that I will respect the rights of others, their traditions, culture, values, religion and beliefs. I will actively participate in building this wonderful country, its national life, its political process</i></p>
<p>L'AQAADI condamne une telle arrogance</p>	

<p>et propose que cette disposition soit éliminer.</p>	<p><i>and obey Canada's laws.</i></p>
<p>4. Conservation du certificat/carte de citoyenneté</p>	<p><i>I will care for Canada's heritage, support and promote Canada's ideal and values."</i></p>
<p>La section 26(3) du <i>règlement sur la citoyenneté</i> prévoit le droit de confisquer le certificat/carte de citoyenneté.</p>	<p>AQAADI proposes the following:</p>
<p>L'AQAADI propose que le citoyen canadien affecté par des procédures de révocation/annulation de la citoyenneté puisse conserver son certificat/carte jusqu'à ce que jugement final soit rendu (incluant le droit d'appel à la Cour fédérale d'appel et à la Cour suprême du Canada). Un citoyen demeure un citoyen jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu à l'effet contraire.</p>	<p>Canadian citizenship be granted to the children born on Canadian soil after June 1rst 2005, if at the time of birth, one of the parent was a Canadian citizen, a permanent resident or a refugee claimant who subsequently is recognized as a refugee by a final decision or judgement after having exhausted his appeal rights, if any.</p>
<p>IV. SÉLECTION ET POUVOIRS DES JUGES DE LA CITOYENNETÉ</p>	<p>This provision should not be construed as to cause a child to be stateless. In such a case, the child should be a Canadian citizen by birth.</p>
<p>Avec le projet de loi C-18, le gouvernement entend remplacer les juges de la citoyenneté par des commissaires.</p>	<p>AQAADI proposes the following definition:</p>
<p>Le fait pour le gouvernement d'abdiquer son pouvoir législatif en faveur du Gouverneur général, de remplacer les juges de la citoyenneté par des commissaires et</p>	<p>"A Permanent resident is entitled to apply for the Canadian Citizenship if, during the 6 years preceding his application, he has been physically present in Canada during a period totalising 3 years."</p>
	<p>The government will need to implement an electronic reading system of the permanent residency card and force its officers to scan it at each entry an exit.</p>

<p>favorisent les nominations partisans contribuent à l'amointrissement de la valeur de la citoyenneté canadienne.</p> <p>L'AQAADI est contre le remplacement des juges de la citoyenneté par des commissaires (avec tout le respect dû aux personnes occupant une position semblable) et propose plutôt une sélection équitable et transparente des juges par concours fondés sur l'expérience, les connaissances et croyances du candidat et sa maîtrise des <u>deux (2)</u> langues officielles. Leurs pouvoirs devraient être élargis afin de leur permettre de présider des auditions à caractère adversarial.</p> <p>V. SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS</p> <p>L'AQAADI propose le préambule suivant :</p> <p><i>« Être citoyen canadien s'est de vivre dans un pays d'équité, de tolérance, d'égalité et de paix; un pays ou tous sont traités équitablement et ou nous partageons tant les droits que les obligations rattachées à la citoyenneté.</i></p> <p><i>Cela implique que tous participent</i></p>	<p>at each entry an exit.</p> <p>AQAADI proposes that a right of appeal to IAD be maintained for refusal of citizenship to adopted children of Canadian citizens, since they have the required experience with such questions. Furthermore, to eliminate the problem caused by the fact that the citizenship judges can revisit the legality of the adoption although recognized or granted by judgment of a Court of competent jurisdiction abroad, "revisiting" in such a case should be forbidden (as it should be under I.R.P.A).</p> <p>AQAADI proposes that the presumption of lawful admission under 2 (2) b) of the Act be maintained.</p> <p>AQAADI proposes that the processing of a citizenship application take place in the following fashion:</p> <p>The government should establish a <u>complete</u> list of required documents (no more guessing games) and questionnaire, which should be filed, and file by an applicant at the beginning of the process.</p> <p>The Citizenship division would have 30 days to review the material, to request additional documents; if none are needed, to schedule the applicant to a written exam on his</p>
--	--

<p><i>activement à la construction du pays que nous partageons, que tous participent pleinement et également à la vie politique, que tous obéissent aux lois canadiennes, respectent les droits d'autrui, leur culture, leur religion et leurs croyances. Un canadien supporte et promeut les idéaux et valeurs canadiennes; il est la somme de ces valeurs et traditions. »</i></p>	<p>the applicant to a written exam on his knowledge of Canada and language ability;</p>
<p>L'AQAADI propose le serment suivant :</p>	<p>Upon receipt of the additional documents, the citizenship division would have 10 days to schedule the applicant to a written exam on his knowledge of Canada and language ability;</p>
<p><i>« Je jure que je respecterai les droits d'autrui, leurs traditions, leur culture, leurs valeurs, leur religion et croyances. Je participerai activement à bâtir ce merveilleux pays, je participerai à la vie nationale et politique, je respecterai les lois canadiennes.</i></p>	<p>The Citizenship division has 10 days to review the exams result and to advise the successful applicant that a hearing will be scheduled or of the date of the oath ceremony.</p>
<p><i>Je respecterai l'héritage canadien, je vais supporter et promouvoir les idéaux et les valeurs canadiennes. »</i></p>	<p>If a hearing in front of a judge is warranted, within that same 10 days, the Citizenship division should advise the applicant and schedule it at a time convenient to applicant.</p>
<p>L'AQAADI propose la définition suivante :</p>	<p>At the hearing, the judge should focus on the residency criteria <u>and not revisit</u> the applicant's knowledge of the country and language ability.</p>
<p><i>« Un résident permanent peut déposer une demande de citoyenneté si, durant les 6 années précédant le dépôt de sa demande, il a été physiquement présent au Canada</i></p>	<p>In any events, CIC, the Minister's, the citizenship process, their enquiries, should not prevent the applicant from getting a decision within one (1) year.</p>
<p><i>»</i></p>	<p>AQAADI proposes that if the Minister chooses to challenge the citizenship application it also has 30 days from the filing</p>

<p>durant une période totalisant 3 ans. »</p> <p>Le gouvernement devrait implanter un système de lecture électronique des passeports ou des cartes de résidence permanente et forcer ses officiers à en prendre lecture à chaque entrée et sortie des résidents permanents.</p> <p>L'AQAADI propose que:</p> <p>La citoyenneté canadienne soit accordée aux enfants nés en sol canadien après le 1 juin 2005, si au moment de la naissance, l'un des parents était citoyen canadien, résident permanent ou demandeur d'asile qui est subséquemment reconnu réfugié par décision ou jugement final après avoir épuisé tout droit d'appel, le cas échéant.</p> <p>L'AQAADI propose que le droit d'appel à la SAI soit maintenu puisque qu'ils ont l'expérience requise en matière d'adoption. De plus, afin d'éliminer le problème causé par le fait que le juge peut revisiter la question de la légalité de l'adoption même si telle adoption est confirmée par jugement d'un tribunal étranger compétent; en de telles circonstances la réévaluation de la légalité de l'adoption devrait être interdite (il devrait aussi en être ainsi sous la</p>	<p>of the application to advise applicant and forward all the evidence (affidavit and documents) it intends to submit.</p> <p>That the permanent resident be investigated by an independent body rather than by the right arm of the one who is trying to deny him access to Canadian Citizenship.</p> <p>AQAADI proposes that the Enquiry Committee:</p> <p>have to abide by strict dead lines and report to a Citizenship judge. The enquiry process should be transparent and the permanent resident affected should benefit from full disclosure of the enquiry methods and evidence.</p> <p>The permanent resident should also have the possibility to defend himself; present evidence and cross-examine the Minister's witnesses or those who gave the evidence in the Minister's favour.</p> <p>A contradictory hearing process should take place, applicant will have 60 days to file a defence and relevant evidence and a hearing should be scheduled in the following month, in front of a Citizenship judge.</p> <p>Similar rules then the one applicable to an action in Federal Court should be adopted,</p>
---	--

<p>L.I.P.R.).</p> <p>L'AQAADI propose que la présomption d'admission légale de l'Art. 2(2)b de la loi soit maintenue.</p> <p>L'AQAADI propose que le processus de traitement des demandes se déroule comme suit :</p> <p>Le gouvernement devrait établir une liste <u>complète</u> des documents requis (plus de devinettes) et questionnaire à remplir. Le tout devrait être soumis avec la demande lors du dépôt initial.</p> <p>Le département de citoyenneté aura 30 jours afin de réviser le matériel soumis, afin de requérir les documents additionnels jugés nécessaires; si rien d'autre n'est requis, dans le même délai il devra convoquer le demandeur à un examen de connaissance des langues officielles et du Canada.</p> <p>Si des documents additionnels étaient requis, sur réception, le département de citoyenneté aura 10 jours pour convoquer le demandeur à un examen de connaissance des langues officielles et du Canada.</p> <p>Une fois l'examen passé, le département de citoyenneté aura 10 jours pour réviser le résultat et pour aviser le candidat de sa réussite ou de son échec. Dans le même</p>	<p>preliminary motions could be presented, examination out of court could take place etc....</p> <p>As mentioned above, CIC, the government, the citizenship division, their enquiry bodies, should not prevent applicant from getting a decision within one (1) year of the filing of the application.</p> <p>Similarly, AQAADI proposes that the Minister be imposed strict deadlines to ask for a revocation of Citizenship (section 16). The Minister should have 10 days from the day it becomes aware of the evidence leading to a revocation (including his right and left arms awareness).</p> <p>AQAADI proposes that section 18 be removed. It also creates <i>second class citizens</i> who do not enjoy the same rights then others. The grounds for annulment should become grounds for revocation.</p> <p>AQAADI proposes that revocation/annulment (Section 28) be possible only if the Canadian citizens has been convicted and if the Canadian Citizen has not been convicted in other countries then United States, France, UK, Australia, Switzerland, Spain, Italy, Portugal, Germany or the Caribbean.</p>
---	--

<p>délai il devra convoquer à une audience, si requis, le candidat ayant réussi; dans le cas contraire il devra l'inviter, dans le même délai, à prêter serment à une date donnée.</p> <p>Si une audience est requise, durant le même délai de 10 jours, le département de la citoyenneté devra fixer la date de celle-ci à un jour convenant au demandeur.</p> <p>Lors de l'audience, le juge devra se concentrer sur les critères de résidence et non pas revisiter les connaissances du demandeur des langues officielles et du Canada.</p> <p>A tout événement, CIC, le Ministre, le processus de citoyenneté, les enquêtes ne pourront pas empêcher le demandeur d'obtenir une décision à l'intérieur de 1 an du dépôt de sa demande.</p> <p>L'AQAADI propose qu'un résident permanent soit enquêter par un tribunal indépendant plutôt que par le bras droit de celui qui conteste son droit à la citoyenneté.</p> <p>A tout événement, si le gouvernement va de l'avant avec son projet de création ou de délégation d'enquêtes à un Comité d'enquêtes, l'AQAADI propose que :</p> <p>Ce comité soit obligé de respecter des délais de rigueur et se rapporte au juge de la citoyenneté. Le processus d'enquête devrait</p>	<p>or the Caribbean.</p> <p>AQAADI also proposes that the Minister be bound by the rules of evidence and have the burden of proof. No presumption against the affected Canadian Citizen or reversal of burden of proof against him should apply. The rule should be the full disclosure of evidence and of the investigation methods. The Minister however, could present a motion to the Federal Court to keep certain information and documents confidential (Section 23 to 27 of the Act).</p> <p>AQAADI proposes a non-limited right of appeal in favour of the Citizen affected, including to the Federal Court of Appeal and the Supreme Court of Canada.</p> <p>the Minister should not be allowed to ask the revocation/annulment of the Citizenship after 3 years it was granted to the Citizen.</p> <p>The process of revocation/annulment should not cause an individual to become stateless.</p> <p>The citizen affected should be allowed to plead humanitarian and compassionate reasons at any stage, otherwise he will be in a less favourable position then if the misrepresentations for example, are found during the permanent residency process.</p>
--	---

<p>se dérouler en toute transparence et le résident permanent affecté devrait avoir accès à une divulgation complète des méthodes d'enquête et de la preuve.</p> <p>Le résident permanent devrait aussi avoir le droit de se défendre, présenter de la preuve et de contre interroger les témoins du Ministre ou ceux qui ont fourni les documents favorisant la position du Ministre et qui seront déposés en preuve.</p> <p>Une audition suivant un processus contradictoire devrait être tenue, le demandeur aura 60 jours afin de déposer sa défense et sa preuve et l'audition devra être fixée dans le mois qui suit devant un juge de la citoyenneté.</p> <p>Des règles similaires à celles applicables à une action en Cour fédérale devraient être adoptées, des requêtes préliminaires pourraient être présentées et des interrogatoires hors cours pourraient avoir lieu, etc...</p> <p>CIC, le gouvernement, la division de citoyenneté, leurs comités et corps d'enquêtes ne pourront empêcher le demandeur d'obtenir une décision à l'intérieur de un (1) an du dépôt de sa demande.</p> <p>l'AQAADI propose que le Ministre se voie imposer des délais de rigueur à respecter</p>	<p>Fairness also requires that an individual who is about to see his citizenship denied, revoked or annulled for alleged misrepresentations, criminality, security concerns, act of war of similar reasons, has the same financial means than his wealthy and aggressive opponent - Goliath. These procedures should be entirely at the Minister's costs, including lawyers' fees and the individual should have the right to ask for provisions for costs during the process.</p> <p>AQAADI proposes that provision 21 of Bill C-18 be struck.</p> <p>AQAADI proposes that the Canadian Citizens affected by procedures of Revocation/Annulment be entitled to keep their certificate and/or card until a final decision is reached by the Court (including to the Federal Court of Appeal and Supreme Court of Canada).</p> <p>AQAADI proposes that Citizenship judges be selected following a contest base on their experience, knowledge, belief and their ability to speak understand and read <u>both</u> official languages; and that their power be broadened to enable them to preside adversarial hearings.</p>
---	--

<p>afin de demander la révocation de la citoyenneté (Section 16). Le Ministre ne devrait avoir que 10 jours de sa connaissance/conscience de la preuve menant à une demande de révocation (incluant la connaissance/conscience de ses bras droit et gauche).</p> <p>L'AQAADI propose que la section 18 soit retranchée. Cela crée une catégorie de citoyen de <i>seconde classe</i> ne jouissant pas des mêmes droits que les autres citoyens. Les motifs d'annulation deviendraient des motifs de révocation de la citoyenneté.</p> <p>Puisque les pays n'ont pas tous un système judiciaire équitable, l'AQAADI propose que la révocation/annulation soit possible seulement en présence d'une condamnation et si cette condamnation a été prononcée aux États-Unis, en France, au Royaume Uni, en Australie, Suisse, Espagne, Italie, Portugal, en Allemagne ou aux Caraïbes.</p> <p>L'AQAADI propose aussi que le Ministre soit tenu de respecter les règles de preuve et ait le fardeau de la preuve. Aucune présomption contre le citoyen canadien ou un renversement du fardeau de la preuve contre le citoyen ne devrait être applicable. La règle devrait être la divulgation</p>	<p>VI. CONCLUSIONS</p> <p>If the government places such a high value on Canadian citizenship and wishes to communicate this sense of value to future Canadians, it should start by finally amending the Citizenship Act timely. Postponing these amendments for the past 20 years rather shows just the opposite. It also shows total disregard for those who put time and efforts to hear the testimonies and recommendations of Canadians. It is equally disrespectful for the Canadians who took the time to testify in front of the past and present members of the Committee.</p> <p>In the past, the government seemed more concerned with the number of “casualties” resulting from an unfair situation caused by a disposition of an Act or Regulations <u>before</u> taking the necessary steps to correct the situation. Such an approach is unwarranted. In any event, one case is enough to justify the government to act. Unfortunately our Courts have had more than one example of unfair situation arising out of the failure to act, where they attempted to correct the situation on a case by case basis, absent a clear legislative and fair provision.</p> <p>The cases of <i>Charkaoui</i>, <i>Dragan</i>, <i>Rasolzadeh Platonov</i>, <i>Conille</i>, <i>Kalachnikov</i>,</p>
---	---

<p>complète de la preuve et des méthodes d'enquête mais le Ministre pourrait présenter une requête à la Cour Fédérale dans le but de conserver la confidentialité de certaines informations pour cause (Section 23 à 27 de la loi).</p> <p>L'AQAADI propose un droit d'appel complet en faveur du citoyen affecté, incluant à la Cour fédérale d'appel et à la Cour suprême du Canada.</p> <p>A tout événement, le Ministre ne devrait pas être autorisé à demander la révocation/annulation de la citoyenneté au-delà de trois (3) ans après qu'elle a été accordée.</p> <p>La procédure de révocation/annulation ne devrait pas créer d'apatride.</p> <p>De plus, le citoyen affecté devrait pouvoir plaider des considérations humanitaires à toutes étapes de la procédure car à défaut, il se retrouvera dans une situation plus désavantageuse que si les fausses représentations par exemple, avaient été découvertes durant le traitement de la demande de résidence permanente.</p> <p>L'Équité requière qu'un citoyen/résident permanent qui s'apprête à voir sa demande contestée ou son statut révoqué/annulé pour cause de fausses représentations,</p>	<p><i>Bouhaik, Bhatnager, Mai Ha sisters, Dee, Malkine, Benner, Hernandez, Yazdanian</i> are some striking examples.</p> <p>Most other individuals are unfortunately not here to tell their horror tale and/or did not have the financial means to defend themselves or to seek justice.</p> <p>The government has the power to make sure that such abuses do not take place in the context of the Citizenship Act. Prevention should be the goal here. Therefore, the government should not hesitate to adopt AQAADI's proposals.</p>
---	--

criminalité, sécurité, crime de guerre ou pour d'autres raisons semblables, jouisse des même moyens financiers que son riche et agressif adversaire – Goliath.

Tous les frais afférents à ces procédures devraient être à la charge du Ministre incluant les honoraires d'avocat de l'individu affecté. Ce dernier devrait aussi avoir le droit de demander des provisions pour frais durant l'instance.

L'AQAADI propose que la clause 21 du projet de loi C-18 soit éliminer.

L'AQAADI propose que le citoyen canadien affecté par des procédures de révocation/annulation de la citoyenneté puisse conserver son certificat/carte jusqu'à ce que jugement final soit rendu (incluant le droit d'appel à la Cour fédérale d'appel et à la Cour suprême du Canada).

L'AQAADI propose plutôt une sélection équitable et transparente des juges par concours fondés sur l'expérience, les connaissances et croyances du candidat et sa maîtrise des deux (2) langues officielles. Leurs pouvoirs devraient être élargis afin de leur permettre de présider des auditions à caractère adversarial.

VI. CONCLUSIONS

Si le gouvernement canadien accorde une valeur à la citoyenneté canadienne et désire communiquer cette valeur aux futurs canadiens, il devrait commencer par finalement et promptement adopter les amendements à la loi sur la citoyenneté. La remise des amendements à la loi depuis les vingt (20) dernières années démontre plutôt le contraire. Cela démontre plutôt une complète indifférence à l'égard de ceux qui ont mis temps et efforts à entendre les témoignages et recommandations des canadiens.

Cela est tout aussi irrespectueux à l'égard de ceux qui ont pris le temps de témoigner devant les membres du Comité (passés et actuels).

Par le passé, le gouvernement semblait plus préoccupé de connaître le nombre de « victime » des dispositions non équitables de la loi avant de prendre les moyens nécessaires pour corriger la situation. Une telle approche n'est pas souhaitable. A tout événement, une seule victime est suffisante afin de justifier le gouvernement d'agir. Malheureusement, nos Cours ont eu plus d'un exemple de situation inéquitable

causée par l'inaction du gouvernement. Elles ont tenté de corriger ces situations, cas par cas, en l'absence d'une disposition claire et équitable dans la loi. Les affaires *Charkaoui, Dragan, Rasolzadeh Platonov, Conille, Kalachnikov, Bouhaik, Bhatnager, les sœurs Mai Ha, Dee, Malkine, Benner, Hernandez, Yazdanian* n'en sont que quelques exemples frappants.

La plupart des autres victimes ne sont malheureusement plus ici pour relater leur histoire d'horreur ou n'ont pas eu les moyens financiers de se défendre ou de demander justice.

Le gouvernement a le pouvoir de s'assurer que de tels abus ne se reproduisent pas dans le contexte de la *Loi sur la citoyenneté*. La prévention devrait être l'objectif recherché. Ainsi le gouvernement ne devrait pas hésiter à adopter les propositions de l'AQAADI.

NOTES EN BASS DE PAGE/FOOT NOTES

ⁱ Press Release of February 28, 2005 from the Standing Committee on Citizenship and Immigration.

ⁱⁱ Harbhajan Singh Warach vs. CIC 2005 FC 308, IMM 3754-03, as reported in the April 2005 LEXBASE, vol. 16, issue 4.

RESUMÉ

L'AQAADI est d'avis que la citoyenneté canadienne devrait être définie et que le serment de citoyenneté devrait être modifié afin de faire comprendre aux futurs canadiens la valeur de la citoyenneté canadienne et les obligations qui s'y rattachent. L'AQAADI suggérera ainsi une définition de la citoyenneté canadienne et un nouveau serment de citoyenneté.

Ce mémoire adressera aussi la préoccupation continue et croissante de l'AQAADI à l'égard des dispositions portant sur l'obtention et la perte de la citoyenneté.

Plus particulièrement, l'AQAADI s'intéresse aux dispositions sur :

- Les demande de citoyenneté d'enfants adoptés à l'étranger par des canadiens;
- Les critères de résidence applicables aux résidents permanents demandant la citoyenneté;
- Les procédures de contestation de demande de citoyenneté;
- Les procédures de révocation de la citoyenneté;
- Les procédures d'annulation de la citoyenneté;
- Les éléments de preuve gardés secrets;
- Le remplacement des juges de la citoyenneté par des commissaires à la citoyenneté;
- Le pouvoir des juges de la citoyenneté.

Si le gouvernement canadien accorde une valeur à la citoyenneté canadienne et désire communiquer cette valeur aux futurs canadiens, il devrait commencer par finalement et promptement adopter les amendements à la loi sur la citoyenneté. La remise des amendements à la loi depuis les vingt (20) dernières années démontre plutôt le contraire. Cela démontre plutôt une complète indifférence à l'égard de ceux qui ont mis temps et efforts à entendre les témoignages et recommandations des canadiens.

Cela est tout aussi irrespectueux à l'égard de ceux qui ont pris le temps de témoigner devant les membres du Comité (passés et actuels).

Le fait pour le gouvernement d'abdiquer son pouvoir législatif en faveur du Gouverneur général, de remplacer les juges de la citoyenneté par des commissaires et favorisent les nominations partisans contribuent à l'amointrissement de la valeur de la citoyenneté canadienne.

Agir équitablement fait aussi partie des valeurs canadiennes. Inclus implicitement dans le droit à l'équité est le droit pour un citoyen canadien, qui est menacé de se faire révoquer/annuler sa citoyenneté pour cause de fausses représentations, criminalité, sécurité, crime de guerre ou pour d'autres raisons semblables, jouisse des même moyens financiers que son riche et agressif adversaire – Goliath.

Tous les frais afférents à ces procédures devraient être à la charge du Ministre incluant les honoraires d'avocat de l'individu affecté. Ce dernier devrait aussi avoir le droit de demander des provisions pour frais durant l'instance. Ce ne sera qu'avec de telles mesures que nous serons assurés que le Ministre n'entreprendra pas de procédures ou ne contestera pas une demande de citoyenneté en se fondant sur des allégations non soutenues par la preuve ou qu'il ne se traînera pas les pieds.

Dans tous les cas, un individu devrait avoir un droit d'accès complet au système judiciaire canadien, incluant un droit d'appel à la Cour fédérale, Cour fédérale d'appel et à la Cour suprême du Canada.

Par le passé, le gouvernement semblait plus préoccupé de connaître le nombre de « victime » des dispositions non équitables de la loi avant de prendre les moyens nécessaires pour corriger la situation. Une telle approche n'est pas souhaitable. A tout événement, une seule victime est suffisante afin de justifier le gouvernement d'agir. Malheureusement, nos Cours ont eu plus d'un exemple de situation inéquitable causée par l'inaction du gouvernement, elles ont tenté de corriger ces situations, cas par cas, en l'absence d'une disposition claire et équitable dans la loi. Les affaires *Charkaoui*, *Dragan*, *Rasolzadeh Platonov*, *Conille*, *Kalachnikov*, *Bouhaik*, *Bhatnager*, *les sœurs Mai Ha*, *Dee*, *Malkine*, *Benner*, *Hernandez*, *Yazdanian* n'en sont que quelques exemples frappants.

La plupart des autres victimes ne sont malheureusement plus ici pour relater leur histoire d'horreur ou n'ont pas eu les moyens financiers de se défendre ou de demander justice.

Le gouvernement a le pouvoir de s'assurer que de tels abus ne se reproduisent pas dans le contexte de la *Loi sur la citoyenneté*. La prévention devrait être l'objectif recherché. Ainsi le gouvernement ne devrait pas hésiter à adopter les propositions de l'AQAADI

SUMMARY

AQAADI is of the opinion that the Canadian citizenship should be defined and that the oath be updated to impress on future Canadians the value of the Canadian citizenship and the obligations tie to it. AQAADI will therefore suggest a definition of Canadian citizenship and a new oath.

This memorandum will also address AQAADI's continuous and growing concerns with provisions respecting obtaining and loss of citizenship.

More particularly AQAADI expresses concerns about provisions on:

- Citizenship applications by children adopted abroad by Canadian citizens;
- Residency requirements for permanent residents seeking Canadian citizenship;
- Opposition proceedings;
- Revocation proceedings;
- Annulment of Citizenship;
- Secret evidence proceedings;
- Replacement of citizenship judges by citizenship commissioners;
- Powers of Citizenship judges.

If the government places such a high value on Canadian citizenship and wishes to communicate this sense of value to future Canadians, it should start by finally amending the Citizenship Act timely. Postponing these amendments for the past 20 years rather shows just the opposite. It also shows total disregard for those who put time and efforts to hear the testimonies and recommendations of Canadians. It is equally disrespectful for

the Canadians who took the time to testify in front of the past and present members of the Committee.

The fact that the government chooses to abdicate legislative powers in favour of the Governor General, wish to replace Citizenship judges by public sector workers and favours partisan judicial appointments also contributes to lessen the value of Citizenship.

Acting fairly is also part of Canadian values. Implicit to fairness is the right for a permanent resident who is threatened to be denied citizenship or to see it revoked or annulled, to enjoy complete disclosure of the evidence the Minister is about to rely on and its enquiry methods.

Fairness also requires that the Minister, CIC, CSIS, RCMP, the enquiry committee, judges be imposed deadlines to act, failing which their right to recommend, deny, challenge, revoke or annul citizenship should be terminated.

Fairness also requires that an individual who is about to see his citizenship denied, revoked or annulled for alleged misrepresentations, criminality, security concerns, act of war of similar reasons, has the same financial means than his wealthy and aggressive opponent - Goliath. These procedures should be entirely at the Minister's costs, including lawyers' fees and the individual should have the right to ask for provisions for costs during the process. Only then CIC will refrain from making procedures based on unsubstantiated allegations and from dragging its feet.

In all cases, an individual should have access to the Canadian justice system by being granted a complete right of appeal to Federal Court, the Federal Court of Appeal and the Supreme Court.

In the past, the government seemed more concerned with the number of "casualties" resulting from an unfair situation caused by a disposition of an Act or Regulations before taking the necessary steps to correct the situation. Such an approach is unwarranted. In any event, one case is enough to justify the government to act. Unfortunately our Courts

have had more than one example of unfair situation arising out of the failure to act, where they attempted to correct the situation on a case by case basis, absent a clear legislative and fair provision.

The cases of *Charkaoui*, *Dragan*, *Rasolzadeh Platonov*, *Conille*, *Kalachnikov*, *Bouhaik*, *Bhatnager*, *Mai Ha sisters*, *Dee*, *Malkine*, *Benner*, *Hernandez*, *Yazdanian* are some striking examples.

Most other individuals are unfortunately not here to tell their horror tale and/or did not have the financial means to defend themselves or to seek justice.

The government has the power to make sure that such abuses do not take place in the context of the Citizenship Act. Prevention should be the goal here. Therefore, the government should not hesitate to adopt AQAADI's proposals.